- **Organiserez-vous une large concertation démocratique sur l’École ? Si oui, comment vous y**

**prendrez-vous, avec quels moyens ?**

Les questions éducatives sont aujourd’hui l’objet d’un rapport de force imposé par les tenant.es d’une école guidée par les principes du libéralisme économique, de l’autoritarisme pédagogique et politique et d’une bonne dose de pensée réactionnaire. Une large concertation démocratique est donc en effet un objectif urgent. Mais pour exister et porter des fruits, elle devra s’appuyer sur des luttes sociales puissantes qui unissent l’ensemble des personnels de l’éducation nationale, parents et élèves, notamment lycéen.nes et étudiant.es. C’est donc d’abord par la construction de ces luttes indispensables que nous nous engageons dans la recherche d’une réflexion collective sur l’École.

Cela n’est cependant pas contradictoire avec la recherche permanente de cadres de réflexion et d’expérimentation qui unissent tou.tes les partenaires de l’Ecole. Ceux-ci se construisent dès maintenant en mettant en commun l’action syndicale et le travail de réflexion mené par des chercheurs/euses et des associations diverses, notamment engagées dans la promotion des pédagogies dites « nouvelles » comme le sont l’Icem ou le Gfen. Nous soutenons (et nos militant.es y participent) ces initiatives : rencontres, stages inter-syndicaux, expériences locales de mises en pratiques de pédagogies émancipatrices, etc.

- **Quel engagement prenez-vous sur les salaires de la fonction publique ?**

Les salaires de la fonction publique doivent être à la fois suffisants pour une vie sereine et plus égalitaires qu’ils ne le sont aujourd’hui. Comme pour l’ensemble des salarié.es, le NPA se prononce pour un salaire minimum à 1800€ nets/mois. Cela permettrait déjà d’améliorer la situation de nombre de salarié.es, notamment les catégories B et C. La fin de la précarité imposée avec la titularisation de tou.tes les précaires qui le souhaitent participera de cette revalorisation. Concernant les AESH et AED, nous sommes en faveur de la création d’un statut de fonctionnaire pour ces professions et la disparition des PIAL. Nous sommes pour un suivi personnalisé des jeunes en situation de handicap.

Au-delà, une revalorisation générale des salaires de la fonction publique est indispensable pour redonner attractivité à nos métiers, réduire le recours aux heures supplémentaires, redonner sérénité aux fonctionnaires. Dans l’éducation, nous nous prononçons pour une augmentation de 33 % des salaires de la maternelle à l’université, avec un minimum d’augmentation de 400€ comme pour l’ensemble des salarié.es, la seule limite étant pour les très hauts salaires (souvent basés sur des primes), puisque nous souhaitons une taxation à 100 % des revenus au-delà de 5 fois le Smic.

- **Comment lutterez-vous contre les inégalités socio-scolaires : financières et territoriales ?**

La gratuité réelle de l’éducation est un premier principe essentiel, de la maternelle à l’université. Nos propositions générales pour lutter contre la pauvreté, augmenter les salaires et mettre fin au chômage participent à réduire les inégalités financières. Au-delà, la réduction du temps de travail est aussi un moyen d’offrir aux parents le temps et la disponibilité pour suivre la scolarité de leurs enfants, et participer à la vie des établissements.

Le système de l’éducation prioritaire, actuellement menacé par Blanquer et consorts doit au contraire être préservé et consolidé. Et partout, des moyens importants doivent permettre une attention plus grande envers les élèves les plus en difficulté, quelles qu’en soient les raisons : réduction des effectifs par classes (12 élèves maximum par classe en Rep, 20 ailleurs), temps libéré pour les enseignant.es afin de permettre la concertation, les projets collectifs, le lien avec les parents et les élèves, inclusion maintenue pour les élèves à qui elle est profitable avec les personnels titulaires nécessaires pour l’accompagner.

Le développement de pédagogies émancipatrices et non discriminantes est fondamental pour réduire les inégalités : apprendre la coopération, la responsabilisation, ne plus hiérarchiser apprentissages dits « techniques », « manuels » et « intellectuels » est à la fois un outils pour l’émancipation de toutes et tous, et une voie pour réduire les inégalités liés à la variété des capitaux scolaires apportés par les cadres familiaux des élèves.

La nationalisation de l’enseignement privé, la redistribution des moyens et leur augmentation, ajoutée au respect de la carte scolaire et à une politique urbaine non discriminante sont d’autres moyens pour réduire les inégalités scolaires.

Mais toutes ces mesures ne sauraient être suffisantes sans des mesures sociales qui améliorent la vie de tou.tes : droit au logement décent, droit au travail pour leurs parents, droit aux soins gratuits, droits sociaux qui sont le socle nécessaire d’une éducation. Ce qui implique d’embaucher des infirmiers et médecins scolaires pour chaque établissement. Il faut repenser jusqu’aux locaux scolaires et la taille des établissements, pour créer des écoles à taille humaine (pas plus de 500 jeunes). Cela implique une réquisition de bâtiments vide et un grand plan de construction de bâtis scolaires.

- **Comment organiserez-vous une formation approfondie et renforcée des enseignant·e·s dans**

**les domaines pédagogique, didactique, universitaire ?**

Aujourd’hui, la formation initiale comme continue des enseignant.es manque de moyens et est souvent marquée par une attention bien trop faible envers les pédagogies émancipatrices, la socio-psychologie, les besoins des enfants. En lien avec les recherches universitaires, la formation doit se faire largement entre paires, à travers des échanges de pratiques.

Nous mettrons fin à la Masterisation, pour une formation pluriannuelle (payée, sous statut de fonctionnaire stagiaire) dès l’entrée dans l’enseignement supérieur. Cette formation sera disciplinaire, mais aussi pédagogique, didactique, sociologique et psychologique. Notre idée est de donner aux futurs enseignant.es les outils nécessaires pour une compréhension globale des jeunes, ainsi qu’une formation disciplinaire élevée.

Le système hiérarchique basé sur la place des I.E.N. bien souvent très éloigné.es des réalités doit laisser la place à une formation dessinée par les personnels iels-mêmes et leurs besoins (tant du point de vue disciplinaire, universitaire, mais également tournées vers des pratiques communes pour et avec les jeunes), avec l’intervention de leurs syndicats mais aussi des associations pédagogiques comme l’Icem ou le Gfen, dont nous partageons les objectifs éducatifs.

Concernant la formation continue, il nous paraît essentiel que chaque enseignant puisse y participer, ce qui implique d’avoir suffisamment d’enseignant.es remplaçant.es pour ne pas mettre en opposition formation continue des enseignants et formation initiale des jeunes.

- **Prenez-vous l’engagement de reconstituer un collectif autour de l’Éducation ? Si oui,** **comment ?**

Comme signalé plus haut, les luttes sociales pour refonder en positif l’Éducation Nationale vont de pair avec la mise en réflexion et en pratiques de pédagogies ambitieuses, égalitaires, non discriminatoires et émancipatrices. Reconstituer un collectif ambitieux autour de l’Éducation ne se fera donc pas « par en haut ». Il ne pourra venir que des mobilisations des élèves, parents et personnels, mobilisations auto-organisées en lien avec les forces syndicales de changement social. C’est dans cette perspective que le NPA et ses militant.es s’engagent, depuis toujours.

Nous accueillons avec plaisir le renforcement des liens entre les différents groupes et associations pédagogiques, ce qui permet de continuer et élaborer à nouveau autour des questions d’émancipation collective. Nous souhaiterions que la division historique entre « engagement syndical » et « engagement pédagogique » tende à disparaître. Tout montre qu’aujourd’hui ces questions sont liées et qu’il faut avancer de concert pour développer une école réellement émancipatrice.